

Les Français ont une bonne image générale des fonctions régaliennes de l'Etat, même s'ils estiment que le métier de militaire est bien plus valorisé que celui de policier, selon une enquête de la CASDEN

La CASDEN Banque Populaire, banque coopérative de la Fonction publique, dévoile les résultats d'un sondage sur les métiers des institutions régaliennes de l'Etat. Réalisée par l'institut BVA, l'enquête apporte un éclairage sur l'image que les Français ont de l'armée (de l'Air, de Terre et la Marine), de la gendarmerie et de la police.

Globalement, les Français ont une opinion positive de ces métiers de la Fonction publique, relevant leur courage, leur dévouement et leur autorité comme qualités principales. Ils sont d'ailleurs prêts à encourager leurs enfants à s'engager dans ces carrières. Et ce, même si le danger inhérent à ces métiers et les conditions de travail apparaissent comme les principales difficultés.

Autre enseignement de cette étude, si l'image de ces métiers est positive dans l'esprit d'une large majorité des Français, ils estiment cependant que le métier de militaire est plus valorisé que celui de gendarme, et bien plus encore que celui de policier.

Une image favorable des métiers régaliens ; leur courage et leur dévouement, majoritairement reconnus

La majorité de la population a une bonne image des fonctions régaliennes de l'Etat : l'armée se place en première position avec 95% des Français qui attestent en avoir une bonne image et même près de la moitié (46%), une très bonne image. Suivent la gendarmerie (87%) et la police (79%).

Ce sont les hommes âgés de 25 à 34 ans vivant en Ile-de-France qui en ont l'image la moins positive.

Le courage, le dévouement et l'autorité sont les principales qualités largement reconnues au sein de ces institutions par l'ensemble des Français (entre 77 et 95%).

Arrivent en dernières positions, l'écoute et l'égalité de traitement des citoyens avec un score sensiblement plus faible pour la police. Le contexte marqué par le mouvement des Gilets Jaunes explique certainement ces différences.

Philippe Capon, Secrétaire Général de l'UNSA Police a commenté ces résultats : « Ce sondage est révélateur de la dégradation de l'image des forces de l'ordre et plus particulièrement de la police depuis le lancement des mouvements des Gilets jaunes. La forte médiatisation du mouvement a eu un impact défavorable sur l'image des forces de police en charge de la sécurité dans les grandes villes lors des manifestations. On est loin du policier "sauveur" des tristes années des attentats. Toutefois, je note que les chiffres de soutien aux forces de l'ordre restent bien au dessus de la moyenne...et cela reste rassurant... »

Une meilleure valorisation des militaires en regard des gendarmes ou des policiers

Pour les ¾ des Français, le métier de militaire (en dehors de la gendarmerie) est plutôt valorisé au sein de la société. Cette idée est particulièrement partagée par les personnes âgées entre 18 et 24 ans (85%). A l'inverse, 75% des Français jugent que le métier de policier est, quant à lui, plutôt

dévalorisé. Cette perception se ressent notamment du côté des retraités et des personnes de plus de 50 ans. Concernant celui de gendarme, les avis sont partagés : pour 45% des sondés, il est plutôt valorisé et pour 54%, plutôt dévalorisé. Cette tendance semble se confirmer en ce qui concerne l'attractivité des métiers : 42% des parents ne souhaitent pas encourager leur enfant vers une carrière de policier, alors qu'ils sont plutôt favorables à un engagement de leur progéniture dans l'armée (69%) ou la gendarmerie (70%).

Les conditions de travail et le danger identifiés comme les principales difficultés liées à ces métiers

Les Français estiment que les principales difficultés rencontrées dans les métiers de la police, la gendarmerie ou l'armée sont **le danger** (53%) et **les conditions de travail** (horaires, rémunération, moyens matériels – 53%). Par ailleurs, 75% des Français jugent que les conditions de travail des policiers se sont détériorées ces dernières années contre 60% pour les gendarmes et 44% pour l'armée.

... mais l'engagement au service du pays représente la 1^{ère} motivation

La principale motivation pour rejoindre la police, la gendarmerie ou encore l'armée, est **l'engagement au service de son pays** pour 65% des Français et même pour 72% des 65 ans et plus. Elle est suivie, mais à un niveau deux fois inférieur, par **l'action et l'adrénaline** (36%) et **la sécurité de l'emploi** (34%).

« Les résultats de cette enquête montrent que les Français reconnaissent le courage et le dévouement des agents du service public exerçant des missions régaliennes et issus de l'armée, de la gendarmerie et de la police. C'est un très bel encouragement, surtout au regard de l'actualité récente, et cela confirme l'attachement des Français à leurs soldats, leurs gendarmes et leurs policiers ! » a souligné Philippe Miclot, Délégué Général aux Partenariats et Relations Institutionnels de la CASDEN. « La CASDEN, banque coopérative de la Fonction publique s'attache au quotidien à valoriser ces agents et tous ceux qui oeuvrent au service de tous. A l'occasion de la journée internationale de la Fonction publique du 23 juin, notre rôle est aussi de leur rendre hommage. C'est pourquoi nous avons choisi de rediffuser sur France 5, du 20 au 23 juin, des épisodes de notre programme court Parlons Passion, qui met en lumière ces femmes et ces hommes, leur engagement quotidien et leur passion pour leur métier. » a-t-il poursuivi.

Un professionnalisme reconnu par les Français

Les Français s'accordent sur le professionnalisme de ces hommes et femmes : ils ne sont d'ailleurs pas prêts à s'engager dans des missions ponctuelles auprès des fonctions régaliennes tout en conservant leur statut de civil. Ainsi, seulement un tiers des Français envisagerait de s'engager dans la réserve opérationnelle.

Les plus favorables sont plutôt les 18-24 ans (48%), les hommes (38%) et ceux ayant un revenu inférieur à 2500€. Les femmes (71%), les retraités (70%) et les personnes âgées de 50 ans et plus (69%) sont contre cette idée.

Un accueil favorable du Service National Universel (SNU) pour l'ensemble des Français ; les jeunes sont moins convaincus...

Le nouveau SNU est en phase d'expérimentation ce mois-ci. Ce service civique d'un mois devrait être obligatoire et effectué vers 16 ans pour les filles et garçons, éventuellement suivi d'un engagement plus long pour les volontaires entre 16 et 25 ans. La plupart des sondés est optimiste face au SNU et pense qu'il permettra de favoriser les échanges entre jeunes venant de différents milieux (81%), de susciter des vocations (77%) et qu'il sera utile pour renforcer la cohésion nationale (75%).



Néanmoins, pour 70% des jeunes (élèves et étudiants), qui sont directement concernés par le sujet, il devrait être facultatif et non obligatoire.

Les résultats complets de l'enquête sont disponibles sur demande

Méthodologie : Un échantillon de 1000 personnes, préalablement recruté par téléphone, a été questionné sur internet, du 15 au 16 mai 2019. Cet échantillon de Français, âgés de 18 ans et plus, répond à une méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération) afin de constituer un panel représentatif de la population française.

A propos de la CASDEN Banque Populaire

Banque coopérative de la Fonction publique, la CASDEN fait partie du Groupe BPCE, deuxième groupe bancaire en France. A fin 2018, la CASDEN comptait près d'un 1,8 million de Sociétaires, 8 500 Correspondants dans les établissements de la Fonction publique, 240 Délégués CASDEN et 600 collaborateurs. La CASDEN dispose d'un réseau de 110 Délégations Départementales en France métropolitaine et dans les DOM.

www.casden.fr



Contacts presse:

CASDEN - Stéphanie Guillas
01 64 80 34 62 / 06 71 19 13 14
presse@casden.banquepopulaire.fr
@Casden_BP

Agence AUVRAY & ASSOCIES – Teninsy Savane
01 58 22 21 15
t.savane@auvray-associes.com